

Blaye entre deux eaux ET AUSSI



Ici, l'emploi ne sourit pas aux jeunes. Mais des acteurs locaux se battent pour améliorer la situation dans ce territoire enclavé.

Le blues des jeunes

La jeunesse locale fait grise mine en matière de travail. Selon les chiffres de Pôle Emploi, il y a pourtant un regain de dynamisme pour les salariés de la ville : le chômage a reculé de 0,8% en 2018. Mais la part de demandeurs d'emplois âgés de moins de 26 ans n'a augmenté que de 0,3%. Le gouffre n'est pas abyssal, mais il y a de quoi s'alarmer de cette différence lorsqu'on regarde les chiffres pour l'ensemble de la Nouvelle Aquitaine. Sur la même période, le nombre de chômeurs en dessous de 26 ans a reculé de 2,7%. Les jeunes retrouvent donc du travail dans la région, mais pas ici. Constat d'autant plus inquiétant que, toujours sur l'année 2018, 77% des recrutements des habitants de la commune concernaient des contrats à durée déterminée de moins d'un mois. Et que la jeunesse est la première cible de ces situations précaires.

Une économie asphyxiée
Leslie Kellen vient d'Afrique du Sud. Il se définit lui-même comme un "petit entrepreneur". Il gère un bar à vin, un petit chai et une maison d'hôtes de 20 lits, tous situés dans la rue Saint-Simon, au centre-ville. À son échelle, il essaye le plus possible de faire travailler des jeunes de la région. Mais il a du mal,

principalement à cause des charges salariales qu'il trouve dissuasives. Produit de la culture anglo-saxonne, il considère que "le coût du travail est trop élevé ici, les mesures socialistes ont asphyxié l'économie". Plus globalement, Blaye est selon lui "le symbole de cette France où les jeunes sont mal à l'aise et n'ont pas forcément une raison de se lever le matin". Il faudrait "redonner de la fierté aux jeunes".

Un long chemin vers l'emploi
Aider les jeunes à trouver une raison de se lever avec le soleil, c'est le but que s'est fixé la Mission locale de la Haute Gironde. Selon Marie-Noëlle, secrétaire de l'association à Saint-Savin, à quelques kilomètres de là, la fonction de la Mission locale est d'accompagner "les jeunes de 16 à 25 ans dans leur vie professionnelle mais aussi sociale et personnelle". Car avant d'obtenir un emploi, il faut surmonter souvent de nombreux obstacles (logement, santé, transports...) Selon Charlotte, conseillère dans la même structure, les jeunes qui poussent la porte de la Mission Locale ont pour la plupart décroché au collège et ont besoin "de beaucoup de temps pour se remettre en selle". Pour les aider, certains outils ont été mis en application, comme la Garantie Jeune, un dispositif lancé

sous François Hollande. Son but est d'accompagner les 16-25 ans, en situation de grande précarité, vers l'emploi ou la formation. Pour la mettre en œuvre, un contrat est signé entre le jeune et l'association. Ce dispositif de 12 mois s'accompagne d'une aide financière. Le but est de faire gagner en autonomie des jeunes éloignés du monde du travail. Durant un an, la personne peut découvrir divers milieux professionnels par le biais de stages en entreprise. Charlotte ne le nie pas, la garantie jeune n'est pas une réussite pour tout le monde "Tous ne jouent pas le jeu. Certains signent pour toucher l'aide financière mais ne s'impliquent pas".

Indispensable permis de conduire
Mais où se trouve l'emploi ? Le territoire est avant tout rural et le travail est concentré autour de la centrale nucléaire. Les autres secteurs qui emploient des jeunes sont les agences d'interim ou encore les structures d'aide à la personne (maison de retraite, hôpitaux...) ou le bâtiment. Il y a des formations dans ces domaines dans le Blayais. Pour trouver une offre plus importante, il faut souvent aller à Bordeaux. Mais financièrement, celle-ci paraît inaccessible. Et les transports sont impraticables.

Pour quitter la ville ou se déplacer hors de celle-ci, il faut en effet une voiture. "Avoir le permis est l'enjeu numéro un pour les jeunes", affirme Charlotte. Il y a quelques années, il y avait encore trois auto-écoles à Blaye. Une a fermé récemment. Des jeunes n'ont pas pu être remboursés des frais investis dans leur permis. Dans les deux autres établissements, "c'est l'embouteillage". Et sans le permis, les jeunes sont littéralement bloqués sur place. De plus, de nombreuses communes environnantes sont mal ou pas desservies. Les distances sont très longues entre chaque canton. "Même se rendre à un relais de la mission locale peut prendre du temps". Face à ces difficultés, la conseillère ne désespère pas. "J'aime voir évoluer, grandir des individus. Les chiffres du chômage ne montrent pas tout, et ne prennent pas en compte les évolutions". Elle cite l'exemple du service civique qui n'est pas considéré comme une "issue réussie" à la fin du dispositif garantie jeune alors que c'est tout de même un signe de son insertion qui se fait pas à pas dans la société.

Matthias Hardoy @MatthiasHardoy
Antoine Maffray @toinou_nours



ÉDITO

53 kilomètres séparent Blaye de Bordeaux. 53 kilomètres de trop, tant le fossé économique et social avec la capitale girondine semble important. Blaye, ville de 5 000 habitants flirtant avec les 22 % de chômage, se bat contre un enclavement qui menace tous les secteurs d'activité. Fermeture de commerces, disparition de la desserte ferroviaire depuis quinze ans, chômage endémique sont le quotidien des habitants depuis de nombreuses années. Pourtant, les Blayais ne se résignent pas tous à cette situation et nombre d'entre eux s'investissent pour faire vivre l'économie et maintenir les services locaux.

Tourisme et viticulture incarnent cet espoir d'un renouveau. Mairie et acteurs locaux tentent, parfois main dans la main, de faire entendre leurs revendications. Un combat pour une redynamisation des secteurs locaux qui se heurte, bien souvent, à des intérêts divergents à l'échelon régional, voire national.

Blaye est un exemple de la situation délicate de nombreuses localités françaises, oubliées et délaissées par des décisions politiques adoptées de si loin qu'elles ne prennent plus en compte les réalités locales.

La rédaction Imprimatur
@imprimatur_IJBA

À la recherche du train perdu

Des barrières, quelques herbes, des rosiers et du gravier... Au pied de la citadelle, les rails semblent désormais faire partie du mobilier urbain.

"Je ne peux pas avoir d'herbes folles en plein centre-ville ! D'où cette opération esthétique", explique le maire de la ville, Denis Baldès (DVG). Il faut dire que ça fait maintenant quinze ans que les Blayais n'entendent plus de locomotive passer sous leurs fenêtres. En 2004, le transport de fret a été interrompu après un déraillement. "La SNCF a refusé de faire des travaux, prétextant qu'il n'y avait pas suffisamment de trafic", explique Christian Hamard, président de l'Amicale des usagers du train, une association qui demande la remise en service des 24 km qui relient Blaye à la gare Saint-Mariens - Saint-Yzan, condition sine qua non pour atteindre Bordeaux en train. Aujourd'hui, face à une mobilité de plus en plus réduite, certains plaident pour qu'on fasse marche arrière et revienne au bon vieux temps. "C'est bien d'avoir Bordeaux à 2h04 de Paris, mais Blaye à 2h04 de Bordeaux, c'est pas acceptable", s'indigne le maire. Moustache grisonnante et accent marqué, Denis Baldès défend lui aussi le retour du train dans la commune. Il a cofondé le collectif Blaye Bordeaux Rail. Le but des

deux associations : relier directement la commune à la capitale girondine par le train. "Le trajet durerait entre 1h et 1h30 selon que le train sera direct ou omnibus. Un aller-retour coûterait 2€50 avec la participation employeur", détaille Christian Hamard. Le tronçon Blaye - Saint-Mariens est un exemple parmi d'autres de ces petites lignes qui ont disparu dans la région. "En Allemagne, on rouvre des lignes de chemin fer. Le train revient à la mode, et les gens abandonnent la voiture !", se réjouit Christian Hamard. La France, pour l'instant, semble être dans la dynamique inverse.

« On peut bien avoir cette ambition-là ! »
En ville, les avis sont partagés. Laura, gérante de Ma boutique mode, fait partie de ceux qui attendent avec impatience le retour du rail : "Ça va dynamiser la ville. Il est important de récupérer les petites communes". Une commerçante de l'avenue principale est plus critique : "Le train, c'est trop cher", explique-t-elle. D'autres craignent l'ampleur des travaux. "Toutes les infrastructures sont prêtes pour installer une navette fluviale. Alors que construire une voie ferrée, ce

serait long...", estime un interlocuteur. Les défenseurs du rail insistent : le projet ne demanderait pas de grands moyens. L'Amicale des usagers du train avance un coût de 25 millions d'euros. "C'est ce que coûte la fabrication d'1 km de tram en APS [alimentation par le sol, NDLR] à Bordeaux. On peut bien avoir cette ambition-là !", lance le maire. "À Blaye, on attend, regrette Christian Hamard. Il n'y a pas de réponse de la Région pour le moment. C'est pourtant le président Roussel qui tient les cordons de la bourse". De fait, la Région a la charge de l'organisation et du financement des services ferroviaires locaux. Renaud Lagrave, vice-président de la région Nouvelle-Aquitaine en charge des transports, reconnaît que la réhabilitation de la ligne Blaye - Saint-Mariens serait une "bonne chose". Mais il l'affirme : "Nous n'avons pas le pouvoir décisionnel. C'est à l'Etat et à la SNCF de gérer le réseau ferroviaire. Et je ne sais pas s'ils ont la volonté, et les moyens, de rouvrir cette ligne". En attendant, les rails continuent de rouiller en face de la citadelle.

Hippolyte Radisson @H_Radisson

Blaye - Bordeaux*, la route est longue

33 km à vol d'

53 km par la

 Voiture Via D137 (ou D669) et A10	4 - 6 € jusqu'à 2h10 aux heures de pointe 50 min - 1h15 (trafic fluide)
 Car Tramway Ligne 201 (Blaye - Lormont-Butinière) 53 arrêts, 24 allers par jours Ligne 202 (Blaye - Bordeaux place Ravezies) 42 arrêts	4,4 € (plein tarif) 0,78 € (abonnés)** jusqu'à 2h30 aux heures de pointe 1h35 (trafic fluide)
 Voiture TER Tramway De Blaye à Saint-André-de-Cubzac (26 km) Ligne 17 (de Gare de St-André-de-Cubzac à Gare Bordeaux Saint-Jean) 20 allers par jour Lignes C et B (de Gare Saint-Jean au centre-ville)	9€ (plein tarif) 1,04 € (abonnés) jusqu'à 1h40 aux heures de pointe 1h10 (trafic fluide) Coût d'un aller*** Durée d'un aller

Sources : Google Maps, Mappy, Via Michelin, TER Aquitaine, TransGironde, TBM. *Bordeaux centre. **Tarif abonnés : abonnement annuel combiné, pour un aller-retour quotidien 5 jours par semaine, 47 semaines par an, avec la participation employeur à hauteur de 50 % (obligatoire depuis 2009). ***Projections des coûts pour une personne de plus de 28 ans sur un aller Blaye-Bordeaux en semaine

Le vin n'a pas de genre



Corinne Chevrier, membre pendant deux ans du GDAF, s'est orientée vers l'agriculture biologique.

Les samedi 13 et dimanche 14 avril prochains, la citadelle de Blaye sera l'écrin de la 25^e édition du Printemps du Vin. Sur la centaine de châteaux représentés, un quart sont tenus exclusivement par des femmes.

► Au milieu des labels « Belles propriétés » ou « En famille », sept domaines de l'appellation Blaye Côtes de Bordeaux seront mis en avant, durant le week-end, sous l'étiquette « vin de femmes ». C'est sous cette bannière que se présente Corinne Chevrier, l'unique gérante, depuis

2009, du Château Bel Air la Royère qui se déploie sur les hauteurs de Cars, une commune située à cinq kilomètres du centre-ville. Avant cela, elle avait déjà assuré, sans formation viticole particulière, la gestion du domaine avec son mari, pendant plus de 15 ans. Bien qu'enthousiaste à l'idée de valoriser le travail des vigneronnes locales, elle reste

lucide. « *On y va un peu pour la com'. Si ça peut attirer plus de monde, tant mieux, je veux bien jouer la carte du féminin* ». Cela dit, Corinne refuse que le critère du genre soit un moyen de comparer son travail avec celui effectué dans d'autres châteaux gérés par des hommes : « *Nous ne se sommes pas meilleures ou moins bonnes, plus*

sensibles ou non. Vignerons et vigneronnes font le même travail et ont les mêmes problèmes ».

Se réunir pour mieux se former

À quelques kilomètres du Château Bel Air, sur la route de Saintes, un panneau à l'entrée d'un chemin de cailloux blancs indique la direction du Château Chante Alouette. C'est là que Monique Voyer occupe sa retraite, depuis septembre dernier. Pendant des années, elle a dirigé le domaine avec son mari, tout en étant secrétaire du groupement de développement agricole féminin (GDAF) du canton.

L'association avait été créée par sa mère dans les années 1960 et a réuni, pendant plus de quarante ans, une vingtaine de vigneronnes originaires des cantons alentours. A l'époque, la primauté accordée aux garçons de la famille dans la transmission des exploitations était encore la règle.

« *Je me suis battue, ça a fini en affrontement, surtout avec mon frère* », confie la jeune retraitée. Mais parce qu'être viticultrice nécessitait, et nécessite toujours, une grande polyvalence - administration, travail de la vigne, vente et commercialisation -, les femmes du collectif se sont démenées pour compenser leur absence de diplôme.

À bas les stéréotypes

Repas, interventions de professionnels, réflexions sur le droit des femmes, la création d'un réseau de garde d'enfants : les réunions mensuelles du GDAF couvraient un spectre d'activité très large. « *Il y avait beaucoup d'entraide entre les membres, au niveau informatique, par exemple. Grâce au groupement, on s'est perfectionnée et on s'est intégrée* ».

Pourtant, faute de relève, le GDAF s'est éteint à petit feu. Grâce à la

massification scolaire et à une certaine évolution des mentalités, les jeunes vigneronnes du Blayais ne semblent plus ressentir le besoin de se réunir au sein d'un groupe non-mixte.

« *Elles sont les plus dynamiques et les plus novatrices* ».

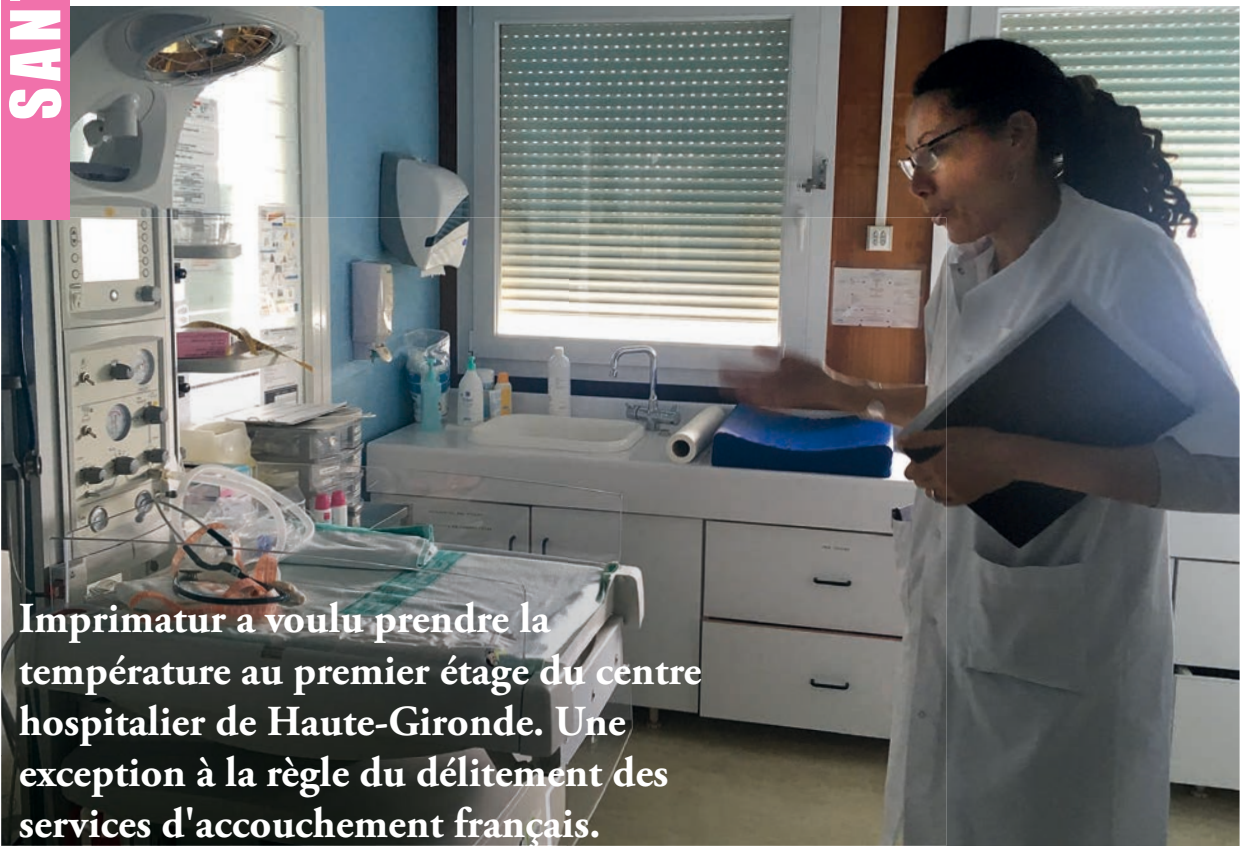
C'est également le sentiment d'Emilie Paulhiac responsable de la communication du syndicat viticole local. Elle loue le travail des femmes, effectué sur la communication et la visibilité de l'appellation. « *Elles sont les plus dynamiques et les plus novatrices* ».

Diplômée, en 2010, d'un master en commerce du vin à la Kedge business school de Bordeaux, la jeune femme a souvent entendu dire qu'elle se destinait à un milieu d'hommes, sans pour autant le constater au quotidien. A la maison du vin, excepté le sommelier, Emilie Pauilhac ne collabore qu'avec des femmes, et se souvient : « *Sur les vingt élèves de ma promotion, nous étions dix-sept filles* ». Sans le vouloir, Corinne Chevrier est entourée aujourd'hui, « *à 99% de femmes* ». Une salariée travaille à plein temps sur la propriété et deux autres à temps partiel, dont une comptable.

Mais pour la succession, elle pense à son dernier garçon : « *j'aimerais pouvoir dire un jour que c'est une affaire mère-fils* ».

Pierre Larquier [@pierrelarquier](#)
Matthieu Fontaine [@MatthieuFontai](#)

Sauvée par les bébés



Imprimatur a voulu prendre la température au premier étage du centre hospitalier de Haute-Gironde. Une exception à la règle du délitement des services d'accouchement français.

► Les berceaux sont vides. Pas de cri d'enfant, juste quelques cliquetis de couverts et la sonnerie d'un micro-ondes. Dans une pièce coincée entre deux chambres, c'est la pause déjeuner. La petite équipe de jour (que des femmes) se tient prête à accueillir les nouveaux-nés. Aujourd'hui, le service tourne en effectif restreint. Elles sont, en tout et pour tout, 11 sages-femmes, deux auxiliaires de puériculture et quatre secrétaires et préparatrices en pharmacie. La maternité de Blaye apparaît comme une exception à la règle du délitement des services d'accouchement français. Corinne Mercier-Wiltord dirige ici une équipe qui a « *du temps, et surtout pas de hiérarchie* ». Cette sage-femme expérimentée revendique un mode de travail qui permet à ses collègues d'aller au bout de chacun de leurs gestes, et précise qu'il s'agit d'une « *particularité des maternités de type 1* ». Dans un CHU de type 3 comme celui de Pellegrin, à Bordeaux, les internes sollicités à la chaîne ne peuvent effectuer tous les actes pour lesquels ils ont pourtant été formés ! « *Chez nous, il est rare que l'on doive s'occuper de trois ou quatre femmes en même temps* », ajoute-t-elle. Pourtant, tous les témoignages ne vont pas dans ce sens. Delphine Patrick se rappelle de la mauvaise prise en charge qu'elle avait dû subir pour son premier enfant. Elle raconte une césarienne programmée cinq jours après qu'elle ait perdu les eaux, puis un arrêt cardiaque qu'elle attribue à une anesthésie mal dosée

par un remplaçant ne connaissant pas son dossier.

Nombreuses difficultés

En zone rurale, les maternités ferment les unes après les autres. Mais les naissances demeurent ! Entre 400 et 470 bébés viennent au monde chaque année, depuis 2013, au premier étage du centre hospitalier de la commune. Avec de tels résultats, il se situe dans la catégorie des établissements à « faible activité », selon le rapport de la Cour des comptes de 2015. Pourtant, il ne connaît pas le sort de Jonzac en 2001, Royan en 2015, Pessac en 2016, ou encore Saint-Jean-d'Angély en 2017. Il faut dire que ces établissements voyaient à peine pointer le bout du nez de trois-cent nouveaux nés par an. Bien qu'elle n'ait jamais été menacée, la maternité de Blaye a dû faire face à de nombreuses difficultés pour assurer son maintien. Le 15 août 2011, un petit garçon décède, alors que le service est sous la responsabilité d'un médecin et d'une sage-femme. Ils seront condamnés en 2014 pour homicide involontaire. Le rapport d'activité de 2018 pointe une baisse de la démographie dans cette zone d'attractivité par rapport à l'agglomération de Bordeaux. Il n'omet pas non plus le choix de certaines femmes d'aller accoucher dans des structures mieux équipées.

Philippine Renon [@philippine_r](#)
Félicie Gaudillat [@f_gaudillat](#)

À QUI APPARTIENT LE CORPS DES FEMMES ?

Pour Corinne Mercier-Wiltord, sage-femme en poste depuis huit ans, ce phénomène est un problème culturel. Si elle a quitté Bordeaux pour travailler à Blaye, c'est parce qu'elle savait bien que le matériel nécessaire était sur place : une couveuse néonatale et des réanimateurs dernier cri, par exemple. « Il n'y a pas besoin de plus, mais vous feriez une échographie tous les jours à certaines femmes que ça ne suffirait pas ! » Elle recommande que les futures mères soient plus responsables et « *arrètent de chercher la personne Graal qui va tout faire à votre place* ». Il faut aussi que les femmes se réapproprient leur corps. Ce qui n'est pas évident, après des décennies d'intrusions médicales superflues. Mme Mercier-Wiltord, raconte que, pendant ses études, dans les années 1990, les patientes subissaient, chaque fois, des touchers vaginaux inutiles, voire dangereux. « *Ça a été long à changer, mais aujourd'hui, enfin, ces pratiques sont minoritaires* ». Mais rien n'est encore acquis, à l'heure où les épisiotomies (accouchement « favorisé » par un acte chirurgical) sont encore bien supérieures aux normes internationales dans les maternités françaises.

Quand le commerce du vin prend l'eau

Adossée à sa citadelle, la ville est une destination de choix pour les touristes. Mais si son attractivité en pleine expansion représente une chance pour la commune, le tourisme fluvial ne génère aucun bénéfice.

► Rachetée en 1954 par la commune, la citadelle de Blaye est un plus touristique pour la Gironde. Vue imprenable sur l'estuaire, grands espaces de verdure, c'est un petit havre de paix dans la ville qui s'offre aux visiteurs. En 2018, l'imposant édifice a accueilli plus de 460 000 touristes. Si la citadelle constitue la principale attraction touristique de la cité, son entretien grève les finances de la commune. Avec 30 hectares de terrain et 5 kilomètres de rempart à entretenir, les réparations atteignent vite des sommes astronomiques. La dernière campagne de rénovation a ainsi coûté 2,5 millions d'euros, dont 400 000 à la charge de la ville. Si cette dernière dispose officiellement d'un budget annuel de 9 millions d'euros, sa marge de manœuvre budgétaire véritable s'élèverait « seulement » à 600 000 euros selon son maire, Denis Baldès. Le coût total des rénovations avait été estimé, par un ancien adjoint, à près de 30 millions d'euros. Pour Géraldine, secrétaire de l'office du tourisme, le modèle économique de la citadelle ne permet pas de couvrir ces coûts : « *Pour nous, professionnels du tourisme, la gratuité de l'entrée constitue un manque à gagner évident. Mais pour les élus et commerçants qui travaillent à l'intérieur du site, apparemment pas* ».

Le tourisme fluvial, peu profitable

La ville est aussi devenue une destination privilégiée des croisiéristes depuis la rénovation, en 2011, du ponton. En 2018, 182 bateaux de croisière sont passés par Blaye, pour un total de 13 490 touristes. Mais malgré les investissements consentis par la commune pour rénover ses installations, les croisiéristes participent peu, voire pas du tout à l'économie locale : public captif, disposant du gîte et du couvert à bord des embarcations, ils ne se déplacent pas en dehors des excursions organisées. D'autant plus que ce genre de

croisière cible surtout un public sénior, peu mobile. Beaucoup de commerçants de la cité le constatent, cette catégorie de visiteurs se déplace peu en dehors de la citadelle.

Emilie Paulhiac est responsable de la communication à la Maison du vin, un caviar situé en face du monument. « *Les touristes en croisière consomment généralement moins que les autres, notamment à cause de leur moyen de locomotion*, explique-t-elle. *Les touristes en voiture, par exemple, peuvent acheter des caisses de vin ; c'est évidemment plus compliqué en bateau* ». En haute saison, la majorité des croisiéristes sont américains, et il leur est difficile de ramener des produits. « *Environ 10% des croisiéristes passés par la boutique achètent une seule bouteille. Ils viennent surtout pour déguster, et repartent parfois avec une bouteille par groupe. En comparaison, plus de la moitié de la clientèle hors croisière acquiert au moins une caisse* ». Selon elle, le commerce fluvial bénéficie surtout à la poignée de restaurants ou de commerces situés dans la citadelle.

Pour pérenniser l'activité touristique, absorber les frais d'entretien du patrimoine et développer l'attractivité, le Blayais entend déployer une véritable stratégie économique. Dans cette optique, la ville a répondu, début 2018, à un appel à projet de la Région baptisé Nouvelle Organisation Touristique des Territoires (NOTT). Le dossier vise à consolider la structure touristique des territoires autour de plusieurs enjeux prioritaires : professionnalisation des acteurs, meilleure organisation des filières en renforçant notamment l'animation de la Route des Vins, et soutien au développement du tourisme fluvial. L'ouverture prochaine du nouvel Office de Tourisme s'inscrit dans cette vision. Reste à voir si ce sera suffisant.

Edith Rousselot [@edithrousselot](#)
Guillaume Ptak [@guillaume_ptak](#)